



Lettre n° 20 du 31 mars 2017

**Au sommaire :**

- **Face à leur monde, celui du fric et du profit, faisons entendre avec Philippe Poutou la voix des travailleurs** - *Yvan Lemaitre*
- **Ni fétichisme ni religion de l'euro, combattre le capitalisme national ou de la BCE pour une Europe des travailleurs et des peuples** - *Daniel Minvielle*

## **Face à leur monde, celui du fric et du profit, faisons entendre avec Philippe Poutou la voix des travailleurs**

A travers la confusion des batailles entre les candidats qui aspirent à servir les classes dominantes, les affaires, la corruption généralisée du système qui s'affiche, les convergences des différents programmes, à des degrés divers tous libéraux et nationalistes, tous intégrés au système même quand ils prétendent rompre avec lui, un fait, une idée émergent et s'imposent : le véritable clivage n'est pas entre la droite et la gauche, populiste ou non, mais bien entre les travailleurs, les classes populaires et l'oligarchie financière, les riches.

Toute la vie sociale est façonnée par ce clivage, dominée par la lutte entre les classes dans laquelle les riches, les classes dominantes ont l'initiative et exercent une pression chaque jour plus forte sur le monde du travail.

### **Contre la tyrannie de la finance**

Récemment a été publié le classement du magazine *Forbes* des milliardaires dans le monde. Leur nombre a augmenté de 13 % en un an, franchissant pour la première fois la barre des 2000 (2043 précisément, contre 1810 l'an dernier). Leur fortune globale a fait un bond de 18 % pour atteindre les 7 670 milliards de dollars. La France en compte 39. Les cinq premières d'entre eux représentent à elles seules 125,8 milliards de dollars. Bernard Arnault arrive en tête avec une fortune estimée à 41,5 milliards de dollars. Le patron de LVMH passe de la quatorzième à la onzième place mondiale. Il est suivi dans le classement français par Liliane Bettencourt. L'héritière du groupe L'Oréal pèse actuellement 39,5 milliards de dollars. Serge Dassault est en troisième position avec 16,1 milliards de dollars. François Pinault est quatrième avec 15,7 milliards et Patrick Drahi est cinquième avec 13 milliards.

Ce sont ces milliardaires qui tiennent les rênes de l'économie. Ce sont eux et les multinationales à travers les-

quelles ils interviennent qui mettent le monde en coupe réglée pour accumuler toujours plus de profit à travers le jeu destructeur de la concurrence.

Plus récemment, l'organisation non-gouvernementale Oxfam a révélé comment les banques participent à ce festin macabre et permettent aux plus riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt grâce aux paradis fiscaux.

Les 20 plus grandes banques européennes parmi lesquelles, BNP Paribas, Deutsche Bank, HSBC, Société Générale, etc. réalisent 25% de leur bénéfice dans un paradis fiscal, soit un total de 25 milliards d'euros pour la seule année 2015. En France, l'évasion fiscale organisée par les banques coûte entre 60 et 80 milliards d'euros.

Les procédés des banques sont légaux, ils sont à l'image de tout un système social, juridique, politique dont tous les rouages obéissent à la logique capitaliste, faire du profit, favoriser les riches, donner toute liberté au capital de s'approprier partout dans le monde le bénéfice de tout travail humain.

Le discrédit du PS comme de LR est bien la conséquence du rejet des politiques qu'ils ont menées, à tour de rôle, au service de ce système, du grand patronat et de la finance. Les affaires ne sont au final que l'expression au sein du monde politique de cette loi du fric, cette logique du tout est permis, du mépris des classes populaires.

### **Le temps des imposteurs**

C'est ce contexte qui a permis à Philippe Poutou de conquérir une large sympathie dans l'opinion, sympathie qui s'est aussi exprimée dans les parrainages qu'il a réussi, avec les militantes et les militants du NPA, à rassembler pour franchir la barre des 500 et devenir très officiellement l'ouvrier candidat anticapitaliste.

Il nous faut maintenant donner un contenu politique à cette sympathie, donner à la révolte, à la colère, aux aspirations qu'elle exprime une perspective, créer une dynamique, rassembler, entraîner.

Il nous faut aider le monde du travail, la jeunesse à tirer les conséquences de leur rupture avec ce monde de politiciens, d'imposteurs. Il ne s'agit pas de se contenter de démontrer l'imposture de Macron et Le Pen qui se présentent comme des candidats anti-système pour dévoyer le mécontentement général afin de mieux continuer à servir les intérêts des classes dominantes. Le ralliement de Valls à Macron est bien à l'image de cette campagne, retournement et coups dans le dos, calculs politiques, petits jeux de massacre, climat délétère qui laisse le terrain libre à de prétendus femme ou hommes providentiels.

Croire un seul instant que Macron pourrait être un obstacle à la propagation des idées nationalistes, xénophobes et racistes qui nourrissent Le Pen serait une illusion qui vouerait les travailleurs à l'impuissance.

Aucun homme providentiel ne pourra suppléer à l'intervention consciente et organisée du monde du travail, de la jeunesse, pas plus Mélenchon que quiconque. Certes, il suscite un large intérêt, son discours de bateleur attire mais sa sixième république reste dans le cadre du capitalisme et de la patrie, de cette société d'exploitation qu'il a déjà servie en tant que ministre.

Le 18 mars, il a eu le cynisme de manifester en prétendant rendre hommage à la Commune de Paris, la première révolution ouvrière en 1871, en étouffant le drapeau rouge sous une marée de drapeaux bleu-blanc-rouge.

La question n'est pas de changer de république mais bien d'un finir avec les républiques des riches, des patrons et des banques.

C'est une toute autre voie qu'il faut suivre, elle se trace hors des institutions, dans le monde du travail, dans les consciences de millions de femmes et d'hommes qui font marcher la société, produisent toutes les richesses.

### **Gauche et droite ont nourri le FN, notre principal ennemi**

Il est vain de croire qu'il est possible d'enrayer la montée des idées réactionnaires, de faire obstacle au FN sans combattre les politiques d'austérité, sécuritaires et militaristes qui ont labouré le terrain pour elle.

Ce sont ces partis, la droite et la gauche, qui ont fait du FN un parti comme les autres, qui ont banalisé les préjugés dont il se revendique pour mieux diviser les classes populaires, les subjugué, dévoyer leur colère.

Et de façon plus générale, il n'y aura pas de pas en avant, d'issue progressiste à la crise globalisée du capitalisme sans l'intervention consciente des travailleurs posant la question du pouvoir et de l'expropriation des capitalistes, en refusant de rester enfermés dans les frontières de l'hexagone pour défendre une politique internationaliste.

Les travailleurs, la population doivent avoir le droit de s'organiser sur les lieux de travail et d'habitation pour assurer leur contrôle sur la société. C'est pourquoi nous sommes

solidaires de toutes les initiatives, de toutes les luttes qui vont dans ce sens quelles que puissent être leurs limites comme la manifestation du 22 avril.

Les mobilisations, les révoltes, les luttes n'obéissent à aucun plan prédéterminé pas plus que leur convergence.

Le rôle des anticapitalistes et révolutionnaires est de contribuer à la prise de conscience des possibilités, des voies et moyens de changer le rapport de force et de préparer l'affrontement pour en finir avec la propriété capitaliste, conquérir le droit de décider, de contrôler la marche de la société pour mettre l'ensemble de l'économie au service des besoins sociaux, écologiques, culturels de la population.

La révolte des travailleurs et des classe populaires de Guyane jette un éclairage cru sur les conséquences dramatiques de ces politiques, montre aussi l'issue : l'organisation, la mobilisation collective des classes exploitées pour prendre en main leurs affaires, défendre leurs propres intérêts en défendant ceux de l'ensemble de la société.

Il ne peut y avoir de réponses crédibles qui ne s'appuient pas sur la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

### **Faire converger les voix des travailleurs...**

Dans cette campagne, ces idées ont deux porte-parole, Nathalie et Philippe. Certes être deux n'est pas de trop et nous sommes pleinement solidaires de Nathalie Arthaud et de ses camarades, nous additionnerons nos voix comme notre travail militant converge.

Mais il est clair que cette division ne nous aide pas à créer une dynamique, à donner confiance, à entraîner. Militer pour l'unité de la classe ouvrière, le rassemblement de ses forces suppose d'être capables d'unir nos propres forces, une politique de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires. Un parti des travailleurs ne sera pas un bloc monolithique construit et dirigé par en haut. Un réel mouvement de masse anticapitaliste et révolutionnaire naîtra de la convergence de différentes initiatives, courants, comme à son niveau et indépendamment de ses faiblesses, le NPA.

Y compris sur le plan électoral, la division ne nous renforce pas. Certes, nous ne sommes pas électoralistes au sens où nous ne pensons pas que les élections dans le cadre des institutions du système puissent permettre de changer les choses. Mais il serait stupide d'être indifférent au score que nous réaliserons. Prétendre vouloir redonner confiance à la classe ouvrière, c'est faire en sorte que nos idées gagnent en crédibilité et que cette crédibilité se manifeste publiquement par des bulletins de vote.

Nos divisions n'y aident pas de même qu'elles nous limitent concrètement quotidiennement.

Nathalie Arthaud et Philippe Poutou sont de la même génération née d'une même période, l'arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981. Ils se sont formés, au sein de Lutte ouvrière, à travers la même volonté militante d'agir en toute indépendance de toutes les composantes de la

gauche gouvernementale même s'il y a eu rupture après l'élection présidentielle de 1995 sur la façon de donner vie à l'appel d'Arlette Laguiller à la construction d'un parti des travailleurs. Ils ont voulu contribuer à ce que notre classe se donne les armes de son combat pour changer le monde sans céder à la démoralisation face aux trahisons de la gauche.

Aujourd'hui, cette gauche ne prétend même plus changer quoi que ce soit. Le PS comme le PC s'autodétruisent dans leur soif d'intégration à l'ordre bourgeois et à ses institutions pour céder le terrain à deux hommes qui se proclament providentiels.

Ni César, ni tribun ! L'avenir est entre les mains des classes exploitées, de leur propre activité tant sur le terrain social que politique, nous le disons les uns et les autres.

Une nouvelle époque s'ouvre dont naîtra un nouveau parti des travailleurs, des classes exploités. Ses porte-parole seront ces ouvrières et ouvriers qui, quotidiennement, luttent et résistent, les militants de cette classe ouvrière au sens large, du prolétariat, qui jour et nuit fait tourner toute la société, dans les usines, dans les écoles, dans les

hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les supermarchés, de plus en plus souvent dans des situations précaires. Ils seront les porte-parole de toutes celles et tous ceux qui aspirent à un autre monde, un monde sans exploitation, sans riches ni pauvres, un monde respectueux de l'homme et de la nature.

C'est pourquoi, avec Philippe Poutou, nous militons pour le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, pour que ces élections de 2017 bousculent les rapports de force, aident à la convergence des luttes comme à celles des forces de la révolution.

Le bulletin de vote qui permettra d'affirmer cette conviction, cette volonté militante, cette aspiration à la démocratie contre les divisions est celui pour Philippe Poutou.

**Contre le monde des privilèges et des riches,**

**Faisons-nous entendre,**

**Votons pour l'un d'entre nous,**

**Votons Philippe Poutou, ouvrier candidat anticapitaliste**

*Yvan Lemaitre*

## **Ni fétichisme ni religion de l'euro, combattre le capitalisme national ou de la BCE pour une Europe des travailleurs et des peuples**

Samedi 25 mars, les 27 dirigeants des pays de l'Union européenne se sont retrouvés à Rome pour commémorer un des principaux actes fondateurs de la construction européenne, le Traité de Rome. Signé en mars 1957 par l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, il instaurait la Communauté économique européenne, embryon de l'Union européenne actuelle, et entamait la construction progressive du Marché commun européen.

La cérémonie a pris fin sur la traditionnelle photo de famille, après le vote unanime par « les 27 » d'une déclaration commune qui affirme que l'« Union est une et indivisible », que « L'Europe est notre avenir commun ».

Belles formules, mais qui sonnent creux, alors que Theresa May déclenchait, le 29, la procédure de sortie de l'UE de la Grande Bretagne. Alors également que, dans la campagne présidentielle française, une bonne partie des candidats cherche à dévoyer le mécontentement et la révolte populaire contre les politiques d'austérité impulsées par l'Union européenne en mettant en avant des programmes anti-européens, souverainistes, de repli au sein des frontières nationales. Au cœur de leurs programmes se trouve, d'une façon ou d'une autre, la « sortie de l'euro », le retour à une monnaie nationale. Pour certains, Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan, c'est la sortie sans nuance. Le Pen, elle, propose la création d'un double système monétaire : une monnaie à usage interne et une monnaie commune européenne, pour les échanges inter-

nationaux, et dont la valeur serait indexée sur un « panier de devises » des nations européennes. Le retour, en quelque sorte, au Système monétaire européen et son ECU qui avaient précédé la mise en place de la monnaie unique.

Quant à Mélenchon, sa politique est celle du dit « plan B », cheval de bataille de diverses organisations antilibérales européennes : élu Président de la République, s'il n'obtient pas satisfaction sur la renégociation des traités européens qu'il réclame, il « désobéira » et déclenchera la sortie de l'euro. Lui aussi défend un même système à deux monnaies, monnaie nationale pour les échanges internes et remplacement de l'euro, « monnaie unique » européenne, par une « monnaie commune », utilisée pour les échanges internationaux.

La question n'est pas de chercher où se cachent les différences qui distinguent les propositions de Mélenchon de celles de Le Pen et des autres souverainistes de droite, mais bien de voir comment elles constituent, les unes comme les autres, une impasse et un leurre. Dans une interview citée par *les Echos*, Le Pen, argumentant pour la sortie de l'euro, se plaint qu'en France, « il y a une vision religieuse de l'euro ». C'est pourtant avec la même vision religieuse qu'elle en fait la cause de tous les maux...

Nous n'avons ni fétichisme ni religion de l'euro, pas plus ni moins que du dollar. Le fétichisme de l'euro ne vise qu'à tromper les peuples pour masquer le fond : de quelle politique, de quelle classe est-il l'instrument, dans quel but ?

## Quelle « souveraineté monétaire » ?

Tous prétendent vouloir mettre un terme à la dégradation économique, sociale et politique que vivent les populations européennes. Ils posent la politique de contrôle monétaire exercée par l'UE et la BCE comme un des principaux responsables de cette situation : les choix de ces institutions s'imposeraient à des Etats nationaux privés de la souveraineté monétaire, laquelle leur permettrait sinon, en jouant sur la valeur relative de la monnaie, de favoriser l'économie nationale face à la concurrence internationale. Ce que Dupont-Aignan résume ainsi : « *Sortir de l'Euro pour ne pas être une Nation larguée* »...

Ces raisonnements s'articulent autour du mythe de ce que devrait être un système monétaire souverain : un Etat qui, à travers le contrôle d'une banque centrale, émet la monnaie et fixe sa valeur relativement aux autres monnaies... Ce schéma fait référence à une situation qui a existé par exemple en France entre 1945 et 1993, période au cours de laquelle la Banque de France, organisme à l'origine privé, a été nationalisée. Sauf que même au cours de cette brève période, la véritable souveraineté monétaire n'a jamais été entre les mains de l'Etat, mais bien entre celles des banquiers qui émettent sous forme de monnaie de crédit plus de 90 % de la monnaie qui circule. La véritable fonction des Banques centrales est d'assurer, pour le compte de banques privées concurrentes, la régulation indispensable au maintien du minimum de confiance nécessaire au bon déroulement des affaires et de l'accumulation des profits... Lorsque les Etats sont intervenus, y compris en nationalisant les banques centrales, c'est pour venir au secours de ces mêmes banques dans des périodes de forte instabilité financière, de « perte de confiance ». Et ce sont ces mêmes Etats qui se sont eux-mêmes interdits de se financer directement auprès de leurs banques centrales avant d'étendre cette loi à la BCE lors de sa création, bien avant la création de l'Euro.

Faire de l'indépendance de la BCE et de sa politique une des causes principales du marasme européen, proposer comme remède le retour du contrôle monétaire entre les mains d'une Banque de France contrôlée par l'Etat et prétendre de surcroît que cela se ferait au bénéfice du « peuple » relève d'une escroquerie politique. C'est dans l'ordre des choses pour les souverainistes de droite. Cela ne devrait pas l'être, par contre, pour ceux qui se présentent comme antilibéraux. Car le raisonnement conduit alors à présenter l'Etat comme une entité au dessus des classes sociales, à prétendre qu'une bonne politique, éventuellement assortie d'une nouvelle constitution, permettrait de prendre le pouvoir sur l'économie sans remettre en cause les rapports sociaux qui fondent la société, le salariat, la propriété privée des moyens de production, et dont la monnaie n'est, au fond, qu'un des éléments.

C'est bien cela qui est développé dans le « plan B » antilibéral dont Mélenchon dit s'inspirer. A aucun moment n'est remise en cause la légitimité de la propriété privée des capitaux, des lois du marché et de la concurrence, la nécessité de rembourser la dette publique. La responsa-

bilité des dirigeants « nationaux » dans l'élaboration et la conduite des politiques européennes est ravalée au rang de simple « soumission », d'« obéissance » aux dictats d'institutions européennes placées sous l'égide de la première puissance européenne, l'Allemagne... La division de la société en classes antagonistes et la nature de classe de l'Etat sont effacées, remplacées par le recours aux termes de « peuple », d'« oligarchie » ou de « caste », et « d'élites » politiques qu'il s'agirait tout simplement de remplacer pour que tout puisse changer. « Changement » qui consisterait alors à « désobéir » aux règles européennes, puis, pour se débarrasser du lien financier qui soumet la « nation » à l'UE, de « sortir de l'Euro », la monnaie à travers laquelle ce lien s'exerce.

Cela relève d'un fétichisme monétaire qui attribue à l'Euro un pouvoir qu'il n'a pas. C'est aussi faire l'impasse sur le fait que la valeur relative réelle de deux monnaies est liée au niveau relatif de développement économique (productivité du travail, niveau de vie...) de leurs zones monétaires respectives. Ne pas en tenir compte, c'est se condamner à déclencher une spirale inflationniste incontrôlable dont les premières victimes seront ces mêmes « peuples » à qui l'on désigne l'Euro comme bouc émissaire. A contrario, tenter d'éviter cette fuite en avant inflationniste suppose se soumettre à ces mêmes dictats financiers « étrangers » auxquels la sortie de l'Euro était sensée permettre d'échapper. Autrement dit, la « sortie de l'Euro » n'est pas une solution, mais une impasse, un leurre destiné à dévoyer la révolte populaire des causes véritables de la régression sociale et démocratique, à commencer par la guerre de classe menée par le patronat et les gouvernements « nationaux ».

Certes, l'institution d'une monnaie unique dans une zone où les écarts de développement entre pays sont importants, comme en témoignent les écarts de salaires, de prestations sociales et de développement des services publics, n'a certainement rien fait pour atténuer la marche vers la crise économique, sociale et politique dans laquelle s'est enfoncée la construction européenne. Elle a été un instrument au service des principales puissances européennes, Allemagne et France en tête, dans leur tentative de créer et stabiliser une puissance économique européenne capable de faire face à la concurrence des autres grandes puissances, principalement les Etats-Unis. C'est à l'échec de cette politique que l'on assiste aujourd'hui. Mais cet échec ne vient pas d'une « mauvaise » politique monétaire. Il vient de la situation de l'Union européenne dans le contexte économique et politique international d'offensive des classes dominantes pour tenter, vainement, d'enrayer la faillite de leur domination.

## L'échec de la construction de l'Europe capitaliste

Il n'est pas possible de revenir dans le cadre de cet article sur le labyrinthe d'étapes et d'évolutions de structure par lesquelles est passée la construction européenne depuis le lendemain de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, avec en particulier la mise en place de l'Euro en tant que monnaie com-

mune pour les échanges européens en 1999, puis comme monnaie unique en janvier 2002.

L'histoire officielle veut que ce soit pour mettre fin à une situation quasi-permanente de guerre entre l'Allemagne et la France que les « pères fondateurs » auraient lancé, avec l'appui des USA, au début des années 1950 le processus de construction européenne : sortir de la « *politique d'équilibre entre nations* » qui avait prévalu jusque là et s'était traduite par deux guerres mondiales, pour passer à une politique de « *coopération entre les peuples* ». Un de ces « pères fondateurs », Jean Monnet, disait en 1952 : « *Aussi longtemps que l'Europe restera morcelée, elle restera faible, et sera une source constante de conflits. [...] nous avons posé les fondations sur lesquelles nous pourrions construire les États-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères* ». Y compris capable de s'opposer à l'URSS et aux pays de son glaci.

Bien des choses ont évolué depuis, mais on est bien loin de ces « *Etats-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères* »...

Les conflits militaires entre la France et l'Allemagne pendant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle étaient le produit de la concurrence entre bourgeoisies impérialistes pour le partage du monde. A l'issue d'un demi-siècle d'affrontements, ruinées, elles ont été contraintes de s'entendre pour continuer à exister. Avec la bénédiction des Etats-Unis qui voyaient dans la constitution d'une Europe pacifiée l'ouverture de vastes marchés pour ses marchandises, de terrains d'investissement pour ses capitaux.

Mais cela n'a pour autant pas mis fin à cette concurrence ni au fait d'utiliser leur propre Etat national pour y faire face. C'est pourquoi la « progression » de la construction européenne s'articule entre deux forces contradictoires : la nécessité, pour les sommets des bourgeoisies européennes de s'unir et leur incapacité, du fait de la concurrence qui continue à s'exercer entre elles, de se doter de structures étatiques européennes à la hauteur de leurs besoins.

Il est clair aujourd'hui que le projet des « Etats-Unis d'Europe » est loin d'avoir abouti. L'union européenne capitaliste traverse une crise profonde, accentuation des écarts de niveau de vie et de développement, faiblesses de l'Euro du fait qu'elle est une « monnaie sans Etat », dépendance militaire vis-à-vis des Etats-Unis, rejet populaire de cette Europe des banques sur laquelle prolifèrent les chantres des politiques souverainistes... Le tout alors que les cartes sont en train de se redistribuer à l'échelle mondiale, avec en particulier l'accession de la Chine au rang de concurrente directe des Etats-Unis.

En même temps, aucun retour en arrière n'est possible, ni d'ailleurs souhaitable, comme le reconnaissent en fait implicitement aussi bien Le Pen que Mélenchon avec leur projet de deux monnaies, une « nationale » et une « commune », européenne. Les bourgeoisies européennes et leurs représentants sont pris entre la nécessité d'aller plus en avant dans la construction de l'Europe capitaliste sous peine d'être réduits à une part encore plus congrue dans

l'affrontement qui se prépare entre les USA et la Chine, et leur incapacité sociale et politique de le faire.

### **Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe**

Cette contradiction n'est pas nouvelle. Trotsky la pointait déjà, dès le début des années 1920, dans une série d'interventions regroupées dans une brochure intitulée *L'Europe et l'Amérique*. Il y développait comment la guerre de 14-18, produit de l'affrontement entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre pour le repartage impérialiste du monde s'achevait sur un bouleversement profond des rapports de force au sein du monde capitaliste. Les trois belligérants européens, vainqueurs comme vaincus, en sortaient profondément affaiblis. Aucune des causes qui avaient conduit à la guerre n'avait été éliminée. Et les véritables vainqueurs de la guerre étaient les Etats-Unis, devenus, même s'ils n'en avaient pas encore pris conscience, comme l'écrit Trotsky, la première puissance mondiale, détrônant la Grande Bretagne. Les impérialismes européens étaient ainsi condamnés à continuer de faire face à leurs antagonismes tout en étant désormais soumis à une concurrence de plus en plus féroce des Etats-Unis.

Trotsky y voit les conditions de la crise révolutionnaire qui ne peut manquer de se développer en Europe. Dans la préface à cette brochure, il écrit : « *L'énorme supériorité matérielle des Etats-Unis exclut automatiquement toute possibilité de relèvement économique pour l'Europe capitaliste. Si le capitalisme européen révolutionnait dans le passé les autres parties du monde, actuellement, c'est le capitalisme américain qui révolutionne l'Europe en déclin. Cette dernière n'a plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'Etat, la création des Etats-Unis soviétistes d'Europe et d'une Union fédérative avec l'URSS et les peuples libres d'Asie* ».

Et plus loin : « *J'estime que, parallèlement au mot d'ordre : «Gouvernement ouvrier-paysan», il est opportun de poser celui des «Etats-Unis d'Europe». Seule la combinaison de ces deux mots d'ordre nous donnera une réponse perspective aux questions les plus brûlantes de l'évolution européenne. [...] L'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les questions essentielles de la reconstitution économique de l'Europe se manifeste de plus en plus nettement devant les masses laborieuses. Le mot d'ordre du «gouvernement ouvrier-paysan» va au-devant de cette aspiration croissante des travailleurs à trouver une issue par leurs propres forces. Il est nécessaire maintenant d'indiquer d'une façon plus concrète cette issue : c'est la coopération économique la plus étroite des peuples d'Europe, seul moyen de sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain.* » (article publié dans la Pravda en 1923)

Ces révolutions n'ont pas abouti. Mais les contradictions pointées par Trotsky n'en ont pas moins conduit l'Europe au nazisme, à plusieurs révolutions écrasées par la répression, comme celle d'Espagne, avant de déboucher sur les massacres de la deuxième guerre mondiale. Quant à la construction européenne que la bourgeoisie européenne

à été finalement contrainte de mettre en chantier au lendemain de la seconde guerre mondiale, elle s'est heurtée, comme on l'a vu, à ces mêmes contradictions qu'analyse Trotsky.

Et elle se trouve à nouveau aujourd'hui enferrée dans une impasse politique et économique dont elle s'avère incapable de sortir. Après un siècle de bouleversements sociaux et économiques, de révolutions réprimées et de guerres, une réalité s'impose de nouveau : celle de la nécessité, pour les peuples européens, de « *trouver une issue par leurs propres forces* ».

Le problème ne se pose bien sûr pas dans les mêmes termes qu'à la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Les prémisses objectives de la révolution ont muri. En construisant leur Europe, les bourgeoisies européennes ont répondu à leur façon à un problème posé par l'histoire. Les travailleurs peuvent prendre appui sur ces évolutions, même si elles

ont été utilisées contre eux par la bourgeoisie. C'est en particulier le cas de la banque centrale européenne, de l'Euro, qu'il s'agirait d'intégrer dans un monopole public bancaire, comme les différentes banques centrales nationales, pour les mettre au service d'une économie visant à satisfaire les besoins de la population, en particulier des pays les plus défavorisés, d'une politique de coopération des peuples.

Ça n'est pas d'un « plan B » dont la classe ouvrière européenne a besoin aujourd'hui, mais d'une volonté politique, d'une perspective, d'un programme qui pose clairement la nécessité de la prise de contrôle démocratique de la société par les travailleurs organisés, de la constitution d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire, un gouvernement des travailleurs, dans le cadre d'une Europe des travailleurs et des peuples.

*Daniel Minvielle*